

Une proposition d'axe de la campagne électorale 2022 de Québec solidaire : **Une société pro-climat de prendre soin des gens et de la terre-mère**

Québec solidaire a lancé le processus de construction de sa plateforme pour l'élection de l'automne 2022. Le Conseil national de mai 2021 en déterminera les axes prioritaires et le Congrès de l'automne 2021 finalisera le tout.

La crise pandémique sur fond d'aggravation de la crise climatique a démontré que la raison d'être de l'économie devrait être de prendre soin des gens et de la terre-mère en comblant d'urgence les besoins essentiels (nourriture saine, logement adéquat, soins de santé à temps, soutien social) dans une optique de reproduction et de développement de l'espèce humaine sans compromettre l'écosystème terrestre. Nos gouvernements, au contraire, en accord avec le capital financier et transnational, veulent plutôt « sauver l'économie », c'est-à-dire les profits, aux dépens de la santé publique tout en compromettant la lutte pour le climat et la biodiversité afin de sauvegarder l'hégémonie du « marché » quitte à prendre le risque à très haute probabilité de déclencher une dynamique de terre-étuve (Marc Bonhomme, [Le « Sommaire pour les décideurs » du rapport « Le réchauffement global à 1.5°C » du GIEC Un exercice d'équilibre entre science et politique qui freine l'urgence d'agir](#), Presse-toi-à-gauche, 13/11/18) qui mettra fin à la civilisation d'ici 2100 si ce n'est avant.

1. FIN IMMÉDIATE DE L'EXPLORATION-EXPLOITATION-CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES D'HYDROCARBURES

Aucune importation d'ici 2030 de produits émanant de la déforestation des forêts tropicales

Aucune coupe forestière d'ici 2030 pour produire du papier

Exportation d'hydroélectricité et d'énergie renouvelable contre la fermeture de centrales nucléaires

Mettre fin au petit impérialisme hydroquébécois vis-à-vis Terre-Neuve-Labrador

Consentement éclairé et préalable des peuples autochtones

Il est impératif de cesser toute exploration et exploitation d'hydrocarbures dès maintenant comme d'arrêter la construction de toute infrastructure de transport et de transformation-raffinage tel GNL-Québec. Comme l'humanité est déjà entrée dans la zone des tempêtes de catastrophes climatiques et sanitaires et des effondrements de la biodiversité (WWF-Canada, [Rapport Planète vivante Canada 2020](#)), la fin des émissions de GES énergétiques (climatisation, transport, industrie) pour 2030 s'impose comme celle de leur totalité (agriculture, processus industriel, plastique) d'ici 2040. On oublie trop souvent cependant que la déforestation, avec le CO₂ et le méthane, est une des trois importantes sources de GES mondiales et la cause sous-jacente des zoonoses. Si l'on mentionne souvent et avec raison la dévastation des forêts tropicales de l'Amazonie, de l'Indonésie-Malaisie et de l'Afrique tropicale pour la coupe forestière, l'élevage extensif, le soja et l'huile de palme en grande partie exportés dans les pays riches dont le Québec, on néglige la dévastation des forêts boréales nordiques, dont celles québécoises, trop souvent pour produire du papier et pire encore du papier-journal — couper un arbre pour imprimer de la publicité immédiatement jeté aux poubelles! — alors qu'existent des outils électroniques de substitution. Et cela sans obtenir le consentement préalable et éclairé des peuples autochtones dont c'est fréquemment le territoire ancestrale.

Le Québec, comme la Norvège et l'Islande, produit presque exclusivement une électricité hydraulique (95%) auquel s'ajoute un volet éolien (4%). En plus, la production dépasse la demande interne de 15% (Bouchet et Pinault, [Les surplus électriques au Québec](#), 2020, HEC Montréal). L'abondance de l'hydroélectricité ne justifie cependant pas la marginalisation des énergies renouvelables. Il serait possible de faire une entente avec l'Ontario et le Nouveau-Brunswick, et même avec la Nouvelle-Angleterre, pour leur exporter à bon prix de l'hydroélectricité en surplus ou récupérée de l'efficacité énergétique des bâtiments ou de l'énergie éolienne contre la fermeture de leurs centrales nucléaires ou fossiles une fois assurée l'électrification des transports. Ce serait là de l'internationalisme de bon voisinage. De même, il serait possible de mettre fin avant terme au pillage de l'hydroélectricité terre-neuvienne par le petit impérialisme québécois contre un juste prix pour l'électricité de Churchill Falls et une proposition de mise en valeur conjointe, avec le plein consentement du peuple innu, du potentiel hydroélectrique et éolien du Labrador après avoir compensé les Innus pour les développements hydroélectriques antérieurs. (En boni, le projet indépendantiste apparaîtrait bénéfique aux populations des provinces voisines et aux peuples autochtones dont les territoires ancestraux recourent la province fédérale du Québec.)

2. EMBAUCHE IMMÉDIATE DE 250 000 PERSONNES DANS LES SERVICES PUBLIC ET COMMUNAUTAIRE

Bonification illico des services de santé et communautaires pour le testage-traçage-quarantaine Construction de logements sociaux pour répondre à 100% de la demande d'ici 2030 Éco-énergisation de tous les bâtiments climatisés à énergie fossile d'ici 2030

La campagne électorale Solidaire a pour but de créer un rapport de forces apte à mobiliser le peuple-travailleur québécois de sorte à créer des brèches dans le mur des politiques néolibérales fondées sur la soi-disant supériorité du secteur privé sur celui public une fois celui-ci démocratisé pour le débarrasser de la mainmise corruptrice du patronat. L'IRIS, le principal think-tank de gauche du Québec, invite à créer immédiatement 250 000 emplois dans les secteurs public et communautaire, ce qu'a repris la Commission politique de Québec solidaire comme une des revendications de la présente campagne politique (qui tarde à démarrer) contre l'avis, il faut le dire, de la direction du parti mais qui n'a pas pu empêcher son adoption par le Conseil national de septembre bien qu'elle ait pu cependant bloquer son adoption comme fer de lance de la campagne politique en novembre.

Cette revendication mobilisera à court terme le peuple québécois pour juguler la pandémie en permettant un système à la fois efficace, rapide et compatissant de testage-traçage-quarantaine et une bonification des systèmes de santé, scolaire et des garderies pour minimiser l'épuisement et le risque sanitaire. Ensuite, elle le mobilisera pour la construction de logements sociaux éco-énergétiques en commençant par 10 000 l'an jusqu'à combler 100% de la demande sociale (environ 50 000 l'an) d'ici 2030 tout en éco-énergisant tous les bâtiments climatisés à l'énergie fossile d'ici 2030 puis ceux climatisés à l'électricité d'ici 2040.

Elle mobilisera le mouvement des femmes par son éco-féminisme car le 'prendre soin' socialisé, en plus de libérer de l'esclavage domestique, requiert de l'énergie humaine et non fossile tout en créant des rapports sociaux loin du déshumanisant travail à la chaîne ou en isolation devant son écran ce qui induit la compensation consumériste de la consommation de masse et du divertissement. Elle mobilisera le mouvement syndical par son potentiel de plein emploi écologique ce qui atténuera la méfiance populaire envers l'immigration et en particulier celle des personnes réfugiées qui fuient plus que jamais catastrophes climatiques, guerres, misère et persécution.

En leur montrant qu'elles sont l'épine dorsale de l'alternative de la relance, cette revendication mobilisera le demi-million de personnes syndiquées du secteur public divisées plus que jamais, acculées au pied du mur par les manœuvres de la CAQ et que leurs directions bureaucratiques laissent sans perspective autre que le retour de l'austérité, ce qui les réduit au corporatisme des hausses salariales certes indispensables mais peu propices à susciter la solidarité populaire. Étant entendu qu'on n'embauche pas 250 000 personnes sans hausses salariales et sans améliorations des conditions de travail qui sont la contrepartie de la bonification des services publics. Pour recruter 10 000 préposées dans les CHSLD l'été dernier, il a bien fallu augmenter leurs salaires! C'est ainsi qu'on arrête la saignée vers le privé que souhaite le gouvernement en laissant traîner les négociations.

3. TRANSPORT COLLECTIF GRATUIT, FRÉQUENT, PARTOUT, EN PRIORITÉ SUR LES AUTOROUTES ET BOULEVARDS D'ICI 2030

Non à l'étalement urbain : Interdiction immédiate des maisons unifamiliales et en rangées Non à la propriété privée des véhicules d'ici 2030 et autopartage communautaire

Si le Québec est parvenu à hydro-électrifier la climatisation dans la majorité des immeubles résidentiels et maisons, mais non ceux institutionnels / commerciaux / industriels restés accrochés au gaz naturel, il est resté esclave du pétrole pour le transport, à hauteur de 45% de ses émanations de GES, comme partout ailleurs dans le monde. La voie royale du capitalisme vert pour régler le problème, plus encore au Québec qu'ailleurs avec l'hydroélectricité, est le transport électrifié, plus précisément le véhicule privé électrique, grâce au verdissement du réseau électrique, par l'éolien et le solaire, prévu d'ici 2050 au plus tard (2035 par l'administration Biden aux EU). Si c'est si simple, on se demande pourquoi Greta Thunberg et compagnie crient aux loups. Elle répond à cette objection dans son discours au Davos virtuel le 25 janvier de cette année :

« Mais au lieu de prendre les mesures immédiates que vous feriez en cas d'urgence, ils ont fixé des objectifs vagues, insuffisants et hypothétiques dans le futur, comme «net-zéro 2050». [...] Mais ça fait maintenant plus de trois décennies de bla bla bla. [...] Si les engagements de réduire toutes nos émissions de 70, 68 ou même 55% d'ici 2030 signifiaient qu'ils visent réellement à les réduire de ces chiffres, ce serait un bon début. Mais ce n'est malheureusement pas le cas. » (voir l'annexe pour le bref discours complet)

Le problème de fond, comme Greta Thunberg le dit dans ce discours, est que « *[l]a crise climatique et écologique ne peut malheureusement plus être résolue dans les systèmes d'aujourd'hui.* » parce que ce sont une combinaison de systèmes cumulards, de capital fictif à en perdre la raison dans la sphère financière, du cercle vicieux capital / profit maximum / capital+... induit par la loi de la concurrence dans la centrale sphère économique, de produits de consommation évanescents et obsolètes dans la sphère de la réalisation du capital dont la contribution à la reproduction de la vie est de plus en plus viciée ce que les femmes en particulier (et les personnes racisées) doivent compenser à leurs dépens comme le démontre la pandémie.

L'électrification de la flotte mondiale milliardaire des véhicules privés, et son complément marginal de moyens de transport public dont le noyau dur de métros et de plus en plus de trains aériens (REM au Québec), moins chers et plus laids, abandonnant la trame urbaine (autoroutes, boulevards) au règne du véhicule privé, se fera au rythme lent de la rentabilisation du complexe auto-pétrole. Quitte, nous dit le capitalisme vert, à se rattraper après 2050 à coups de fausses solutions que sont la bioénergie avec captage et stockage du carbone (BECCS) et autres géo-ingénieries d'apprentis-sorciers tout comme la bombe à retardement qu'est l'énergie nucléaire et même celle hydroélectrique laquelle a ses propres tares écologiques. En oubliant bien sûr le franchissement probable entretemps des points de bascule qui vont hausser drastiquement le niveau des océans et leur acidité et accélérer la hausse des températures. Pendant ce temps se développera un nouvel extractivisme, celui minier du lithium-cobalt-nickel-terres rares, qui risque de s'ajouter au lieu de remplacer celui des hydrocarbures, tout comme le pétrole et le gaz se sont surajoutés au charbon au lieu de s'y substituer, afin que « *tout change afin que rien ne change* » pour ce qui est de la dynamique étalement urbain-déforestation.

L'alternative rapide et bon marché consiste d'ici 2030 à utiliser la trame urbaine existante pour y faire circuler des moyens de transport électriques et gratuits sur sol (autobus, tramways, trains...) des centres urbains au moindre village une fois interdits les véhicules privés et leurs corollaires, les habitations individuelles et en rangée, dans les zones urbanisées y compris les villages quitte à compléter le tout par un système d'autopartage communautaire. Cette révolution du système de transport des personnes permettra de centrer la ville sur les gens et non les « chars » en maximisant le transport actif (marche et bicyclettes) et l'agriculture urbaine tout en facilitant les trajets courts pour la circulation des marchandises surtout si elle est minimisée par la souveraineté alimentaire végétarienne et la durabilité des produits sur fond de disparition des véhicules et logements privés. Cette circulation fortement réduite sera assurée à longue distance par le train (et le cabotage) socialisé et à courte distance par des véhicules légers électriques. Quant à la circulation mondiale des personnes et des produits s'annoncent des navires à voile et électriques et même des dirigeables en autant que l'humanité se libère du culte de la vitesse — le temps c'est de l'argent! — et apprenne la joie de la lenteur.

4. LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AGROBIOLOGIQUE ET VÉGÉTARIENNE D'ICI 2040

La socialisation des chaînes alimentaires et marchés communautaires de proximité d'ici 2030

Si les statistiques du gouvernement du Québec attribuent à l'agriculture proprement dite moins de 10% des émanations de GES c'est que la comptabilité par secteurs et non par fonctions ignore la contribution des secteurs transport, industrie et déchets tout comme celle de la déforestation à la fonction alimentation. (En plus de la déforestation, ces statistiques basées sur la production nationale ignorent le transport international et le secteur militaire sans compter les GES importés qui au Québec sont supérieurs à ceux exportés comme c'est généralement le cas dans les pays « occidentaux » et le Japon par rapport à la Chine et consorts.) Les sources par fonction attribuent à l'alimentation mondiale entre le quart ([Our World in data](#)), dont près des deux tiers pour l'alimentation animale, et la moitié ([Grain](#)) des émanations totales de GES. On en conclue qu'au Québec avec la bonification des services publics et la révolution des transports, la plus difficile révolution de l'agriculture-alimentation constitue le troisième pilier de la rupture avec le capitalisme extractiviste vers une société de prendre soin des gens et de la terre-mère.

Cette bataille doit se mener sur trois fronts soit celui, principal, du passage d'une alimentation carnée et laitière vers une essentiellement végétarienne (Marie Allard, [Alimentation responsable: une bouchée pour la planète](#), La Presse, 13/12/18) car « *[l]e marché de l'alimentation animale est de loin le plus important utilisateur de grains au Québec.* » *Il représente plus de 80 % des utilisations* » ([MAPAQ, 2018](#)). Un autre front est le passage de l'agro-industrie à l'agro-biologie afin de supprimer l'usage des polluants apports artificiels (OGM, engrais, pesticides, herbicides) et l'appauvrissement des sols par des apports naturels (fumier y compris humain, mixité des cultures et pesticides biologiques). Fondamentalement, il s'agit de rejeter l'idéologie capitaliste de la maximisation de la productivité du travail et de la minimisation de son coût au détriment de l'intégrité des sols et des eaux en

acceptant un ratio temps de travail versus surface cultivée plus élevée, tout comme en foresterie (et pour la pêche par rapport à la quantité pêchée). Cette révolution du mode de production agricole, forestier et halieutique conduit à l'intégration citoyenne et syndiquée des travailleurs de l'extérieur et à la mobilisation sporadique de la jeunesse urbaine dont celle scolaire combinant apprentissage et corvée rémunérée.

Un troisième front consiste à minimiser le transport tant des intrants que de la mise en marché, en particulier celui international. L'alimentation végétarienne à elle seule par l'importante réduction des surfaces à cultiver (et celle des pacages extensifs dévastant les forêts tropicales) y contribuera pour une grande part. La productivité du sol propre à l'agrobiologie, au fur et à mesure qu'il reconstituera son humus, dépassera celle agro-industrielle pour une réduction supplémentaire des surfaces. L'agriculture urbaine et la densification des villes sans véhicules privés tout comme la réduction drastique du gaspillage alimentaire — il serait de plus de 50% au Canada! (CBC, [More than half of all food produced in Canada is lost or wasted, report says, 7/01/19](#)) — fera le reste. Cette combinaison permettra une politique de souveraineté alimentaire et de maximisation des trajets d'approvisionnement courts. Une politique de distribution au détail de magasins et de marchés de proximité accessibles à pied, grâce à une socialisation des chaînes d'alimentation et de marchés communautaires, ajouter la touche finale.

5. NON À L'ÉCOFISCALITÉ; POUR LA SOCIALISATION DU CAPITAL FINANCIER ET UNE PROFONDE RÉFORME FISCALE

Une révolution démocratique pour juguler la grande entreprise et encadrer les PME Pour une socialisation des transports-communications et de l'industrie pharmaceutique Pour l'indépendance et une politique d'alliance canadienne et internationale Une politique de déchet-zéro d'ici 2030

C'est une contradiction dans les termes que de vouloir instituer une écofiscalité par définition régressive quitte à artificiellement compenser ce défaut par une redistribution qui coupe les ailes de l'intervention étatique ce qui nécessite d'importantes dépenses budgétaires. Il est vain de vouloir influencer le comportement stratégique des transnationales, particulièrement financières au centre du système, toujours prêtes à utiliser le chantage de la grève des investissements et de la fuite du capital-argent, facilité par le libre-échange et la numérisation, pour subjuguier les gouvernements qui oseraient les affronter sauf peut-être pour les plus puissants comme les ÉU et la Chine. Bien que la mobilisation populaire puisse tordre le bâton dans les marges comme on le voit pour les projets Keystone XL et GNL-Québec.

On n'obtiendra pas la suppression des GES dus aux processus industriels des alumineries, des cimenteries et des fonderies en subventionnant ces transnationales pour ce faire mais en leur imposant un échéancier serré à leurs frais sous supervision étatique-syndicale. Tout comme il faut obliger les entreprises manufacturières à prendre en charge le cycle de vie de leurs production pour une politique de déchet-zéro d'ici 2030 à leur frais. Quant à changer le comportement de la consommation en modifiant les rapports de prix, il n'en résulte qu'un possible « choix du consommateur » réel pour les riches et un piège de hausse des prix, faute d'une alternative à bon marché, pour le peuple-travailleur : par exemple, la hausse du prix de l'essence ou les péages ne pénalisent que les ménages contraints d'habiter les lointaines banlieues et d'utiliser leurs automobiles faute d'un transport en commun partout et fréquent. La conséquence politique en est un bienvenu mouvement des gilets jaunes.

La grande mobilisation écologique exige la socialisation (étatatisation-démocratisation) du maître-chanteur capital financier et le contrôle des secteurs stratégiques que sont l'énergie, les transports, les communications et, comme nous l'apprend depuis la pandémie avec son manque chronique d'EPI et le marasme des vaccins pourtant subventionnés généreusement par les gouvernements, l'industrie pharmaceutique. Cette socialisation donnera au peuple-travailleur et à son parti les moyens de ses politiques d'abord en assurant le contrôle de l'épargne nationale ce qui permettra une profonde réforme fiscale aux dépens de toutes les formes de capital (profits, hauts revenus, patrimoine, héritage, capitalisation, consommation de luxe) sans échappatoire et sans fuite dans les paradis fiscaux.

Elle permettra surtout de renverser le pouvoir immédiat du grand capital sur le Québec en particulier par la rupture indépendantiste vis-à-vis l'axe financier-pétrolier Toronto-Calgary et le fédéralisme qui ne reconnaît pas le droit à l'autodétermination de la nation québécoise et se délecte de l'humiliant *Quebec bashing*. Certes, cette socialisation ne pourra pas libérer le peuple-travailleur québécois du marché global dominé par une poignée de transnationales et quelques institutions mondiales sous la houlette des grandes puissances. Il faut pour cela une

politique d'alliance internationale en particulier envers les nations autochtones et les peuples canadien et étasunien pour qui la lutte du peuple québécois pour son émancipation sociale et sa libération nationale sera un encouragement comme elle l'était dans les années 1960-70.

**Une plateforme de prendre soin des gens et de la terre-mère ne se gagne pas par les urnes
Y renoncer par facilité électoraliste mène à l'impasse de l'extrême-droite raciste
Sa promotion dans les urnes renforce la mobilisation dans la rue pour sa victoire**

Le renforcement dans et peut-être la conquête des urnes par le parti ne sera pas en mesure à lui seul de faire aboutir cette plateforme pour une économie de prendre soin des gens et de la terre-mère. La pression capitaliste peut être énorme sur un gouvernement prônant un réformisme radical même sans rupture anticapitaliste comme ce fut le cas en Grèce avec Syriza qui a finalement cédé en 2015. La contre-attaque capitaliste au besoin transgresse les normes de la démocratie parlementaire en ayant recours au coup d'État qui peut être très sanglant comme au Chili en 1973 contre le gouvernement Allende ou tout simplement «constitutionnel» comme au Brésil contre le gouvernement Lula ou même pour éliminer l'opposition comme en Turquie. De plus en plus, le capitalisme néolibéral se dote d'une police d'assurance politique en laissant croître des partis et forces d'extrême-droite et même fascistes. Un tel parti est au pouvoir en Inde et y montre de plus en plus son visage réactionnaire. Dorénavant, ces forces s'appuyant sur un racisme ouvert et militant pénètrent les pays du « vieil impérialisme » au point, aux ÉU, de menacer directement les lieux du pouvoir politique malgré une riposte de gauche certes en croissance (mouvement BLM et pro Bernie Sanders) mais encore très loin d'être une menace révolutionnaire, quoique la bourgeoisie étasunienne se crispe pour maintenir son hégémonie mondiale contre une Chine elle-même en crispation répressive sur fond de racisme génocidaire. En France, un tel parti est à ce point en mesure de prendre la présidence qu'il entache par mimétisme l'idéologie et la politique répressive de l'actuel gouvernement « d'extrême-centre » qui n'arrive pas à suffisamment 'néolibéraliser' l'économie pour affronter la compétition allemande et mondiale.

La lutte des urnes et éventuellement sa conquête ne peut pas être utile au peuple-travailleur si elle le détourne d'une politique de la rue ce qui est le cas quand elle se complet dans un réformisme d'un capitalisme qui n'est pas en mesure d'empêcher le dérapage climatique vers une terre-étuve ce qui en cours de route, faute d'arrêter cette évolution, envenime pauvreté, inégalités et guerres sur fond de concentration-centralisation-financiarisation du capital. Une meilleure chaise sur le pont du Titanic ne sert à rien. Par contre, profiter des élections pour populariser une plateforme radicale antilibérale ouverte sur l'anticapitalisme stimule les luttes sociales de toutes sortes en leur donnant un horizon d'espoir qui « *est le sentiment qui vous fait avancer même si toutes les chances sont contre vous* » comme le disait Greta Thunberg à Davos ou encore qui nous fait « *agir[r] comme si nous allions gagner* » comme l'affichait cette jeune femme à la manifestation pro-climat de 50 000 personnes en novembre 2018 à Montréal laquelle annonçait celle d'un demi-million de personnes avec Greta Thunberg de septembre 2019. Cet espérance est aujourd'hui maintenue par les massives mobilisations démocratiques des peuples biélorusse et thaïlandais et spécialement celle sociale du paysanat indien contre la collusion du gouvernement fascisant Modi et des transnationales indiennes et mondiales des secteurs agricole et financier. Cette mobilisation a le potentiel de se transformer en soulèvement révolutionnaire si elle était rejointe par les masses prolétariennes aussi attaquées par des lois de précarisation du travail tout comme par une hausse des prix de la nourriture si le soutien étatique à l'approvisionnement de base venait à être démantelé comme prévu.

Marc Bonhomme, 1^{er} février 2021

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

=====

ANNEXE : DISCOURS DE GRETA THUNBERG AU DAVOS VIRTUEL LE 25 JANVIER 2021

[*Je retiens la phrase suivante : « La crise climatique et écologique ne peut malheureusement plus être résolue dans les systèmes d'aujourd'hui. » Pourquoi alors aller à Davos ? Pour pouvoir parler au monde en espérant qu'il comprenne qu'il faut renverser Davos*]

Je m'appelle Greta Thunberg et je ne suis pas ici pour faire des affaires. Vous voyez, je n'appartiens à aucun intérêt financier ni à aucun parti politique. Je ne peux donc négocier quoi que ce soit. Je ne suis là que pour vous rappeler une fois de plus l'urgence dans laquelle nous nous trouvons. La crise que vous et vos

prédécesseurs nous avez créée et infligée. La crise que vous continuez d'ignorer.

Je suis ici pour vous rappeler les promesses que vous avez faites à vos enfants et petits-enfants. Et pour vous dire que nous ne sommes pas prêts à faire des compromis sur les niveaux de sécurité très minimaux qui subsistent.

La crise climatique et écologique ne peut malheureusement plus être résolue dans les systèmes d'aujourd'hui. Selon la meilleure science disponible actuellement, ce n'est plus une opinion; c'est un fait.

Nous devons garder cela à l'esprit alors que les pays, les entreprises et les investisseurs se précipitent maintenant pour présenter leurs nouveaux objectifs et engagements climatiques dits «ambitieux». Plus nous évitons cette vérité inconfortable longtemps, et plus nous prétendons pouvoir résoudre l'urgence climatique - et écologique - sans la traiter comme une crise - plus nous perdrons de temps précieux. Et c'est le temps que nous n'avons pas.

Aujourd'hui, nous entendons des dirigeants et des nations du monde entier parler d'une «urgence climatique existentielle». Mais au lieu de prendre les mesures immédiates que vous feriez en cas d'urgence, ils ont fixé des objectifs vagues, insuffisants et hypothétiques dans le futur, comme «net-zéro 2050». Objectifs basés sur des esquives et des chiffres incomplets. Des cibles qui égalent la reddition. C'est comme se réveiller au milieu de la nuit, voir votre maison en feu, puis décider d'attendre 10, 20 ou 30 ans avant d'appeler les pompiers tout en étiquetant ceux qui essaient de réveiller les gens comme des alarmistes.

Nous comprenons que le monde est très complexe et que le changement ne se fait pas du jour au lendemain. Mais ça fait maintenant plus de trois décennies de bla bla bla. De combien en avez-vous besoin? Parce que face à l'urgence climatique et écologique, le monde est toujours dans un état de déni total. La justice pour les personnes les plus touchées dans les zones les plus touchées est systématiquement refusée.

Même si nous nous félicitons de chaque initiative climatique, les propositions présentées et discutées aujourd'hui sont loin d'être suffisantes. Et le temps des «petits pas dans la bonne direction» est révolu depuis longtemps. Si nous voulons avoir au moins une petite chance d'éviter les pires conséquences de la crise climatique et écologique, cela doit changer.

Parce que vous dites toujours une chose, puis faites le contraire. Vous parlez de sauver la nature, tout en enfermant le monde dans des politiques de destruction supplémentaire pour les décennies à venir.

Vous promettez de ne pas laisser tomber les générations futures, tout en créant de nouvelles échappatoires, en échouant à relier les points, en construisant vos soi-disant «promesses» sur les tactiques de tricherie qui nous ont mis dans ce désordre en premier lieu. Si les engagements de réduire toutes nos émissions de 70, 68 ou même 55% d'ici 2030 signifiaient qu'ils visent réellement à les réduire de ces chiffres, ce serait un bon début. Mais ce n'est malheureusement pas le cas.

Et comme le niveau de sensibilisation du public continue d'être si bas, nos dirigeants peuvent encore s'en tirer avec presque tout. Personne n'est tenu responsable. C'est comme un jeu. Celui qui réussit le mieux à emballer et à vendre son message l'emporte.

Dans l'état actuel des choses, nous pouvons tenir autant de sommets et de réunions que nous le souhaitons, mais à moins de traiter la crise climatique et écologique comme une crise, aucun changement suffisant ne sera réalisé. Ce dont nous avons besoin - pour commencer - est de mettre en œuvre des budgets carbone annuels contraignants basés sur les meilleures données scientifiques actuellement disponibles.

Aujourd'hui plus que jamais, nous avons désespérément besoin d'espoir. Mais qu'est-ce que l'espoir? Pour moi, l'espoir n'est pas plus de vaines assurances que tout ira bien, que les choses sont réglées et que nous n'avons pas à nous inquiéter.

Pour moi, l'espoir est le sentiment qui vous fait avancer, même si toutes les chances sont contre vous. Pour moi, l'espoir vient de l'action et pas seulement des mots. Pour moi, l'espoir est de dire les choses telles qu'elles sont. Peu importe à quel point cela peut être difficile ou inconfortable.

Et encore une fois, je ne suis pas ici pour vous dire quoi faire. Après tout, sauvegarder les conditions de vie futures et préserver la vie sur terre telle que nous la connaissons est volontaire. Le choix vous appartient.

Mais je peux vous assurer ceci. Vous ne pouvez pas négocier avec la physique. Et vos enfants et petits-enfants vous tiendront responsables des choix que vous faites. Quel est votre choix?

Source : site web du World Economic Forum, ma traduction de l'anglais